

L'ADDIP communique. Foix le 16 Janvier 2009

Ours-Pyrénées : Un sondage IFOP valide le NON des montagnards pyrénéens

L'ADDIP l'avait annoncé, 2009 serait une année charnière dans notre double combat : faire cesser le plan ours d'une part, et faire entendre la nécessité pour les Pyrénées d'un vrai projet de développement durable dans toutes ses dimensions : environnementale, sociale et économique.

Le plan de restauration des plantigrades vient à terme en 2009. En 2009, tout est neuf, y compris au Secrétariat d'Etat à l'Ecologie, à la surprise générale. Et le successeur au poste de « NKM » ne va pas forcément s'empresser de relancer les importations d'ours, surtout dans le contexte de crise économique aigüe que traverse la France.

D'autant plus qu'après la rupture du Groupe National Ours le 18 décembre dernier, un sondage publié par la DIREN* fin décembre 2008 **valide sans équivoque l'opposition des habitants des Pyrénées à de nouveaux lâchers d'ours** : *(analyse complète ci-jointe)*

L'IFOP a posé en juillet 2008 aux français et aux habitants des Pyrénées la question ci-dessous, puis a comparé les réponses à celles obtenues lors d'un sondage similaire réalisé en 2003, avant l'importation des ours de 2006 : « *Si la vingtaine d'ours présente actuellement dans les Pyrénées est insuffisante pour assurer la survie de l'espèce*, vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'introduction d'ours supplémentaires dans les Pyrénées ?* ».

Entre la théorie et la pratique ...
on est passé de « l'emblème symbolique de l'ours » à la réalité.
Et l'image explose en vol : entre 2003 et 2008,
**En zone montagne des 6 départements pyrénéens,
le nombre d'habitants défavorables à de nouvelles introductions
est passé de 41% à 60%, et même 71% en Ariège,
département le plus confronté à la présence de l'ours.**

Mais pour l'ensemble de la population des départements pyrénéens aussi, montagnards et non montagnards, agglomérations urbaines comprises, le oui est en chute libre, et le non grimpe en flèche : pour « **Ariège, Haute Garonne et Hautes-Pyrénées** », le non passe de 22 à 45%. Même chose pour la « **France entière** » où on tombe de 72 à 58% de « oui », et on monte de 25 à 41% de « non ».

Quelle déconfiture pour toutes les associations comme l'ADET, subventionnées lourdement par le programme Life sur le budget européen pour vendre l'image de l'ours ! Et quel encouragement à continuer à expliquer, même si cela est difficile et compliqué, la face cachée du plan ours, et les projets de développement réellement durables qui essaient dans les Pyrénées : pastoralisme et écologie, productions de haute qualité environnementale, paysages et biodiversité protégés, héritage de générations de bergers des Pyrénées ...

Nous soumettons ces éléments à Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Ecologie, et lui demandons d'entendre la voix des Pyrénéens : elle justifie dès 2009 la fin du plan ours et des introductions.

* *Diren* : Direction Régionale de l'Environnement.

* *Le vilain mensonge ! Au risque de nous répéter, l'espèce « ursus arctos » n'est pas en danger ... 250.000 ours bruns dans l'hémisphère nord ... population européenne en pleine croissance ... tout le monde (sauf la DIREN !) sait cela aujourd'hui.*